



N°2018.126.CD

Signée le	18/12/18
Date d'envoi en Préfecture	18/12/18
Identifiant Acte	
033-223300013-20181217-239079-AR-1-1	
Date de Publication au RAAD	19/12/18

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Réunion du 17 décembre 2018

Sous la Présidence de

Monsieur Jean-Luc GLEYZE

Présents : Mme Marie-Claude AGULLANA, Mme Emmanuelle AJON, Mme Géraldine AMOUROUX, M. Arnaud ARFEUILLE, Mme Clara AZEVEDO, Mme Christine BOST, M. Jacques BREILLAT, M. Bernard CASTAGNET, M. Alain CHARRIER, M. Jacques CHAUVET, Mme Sonia COLEMYN, Mme Laure CURVALE, M. Jean-Marie DARMIAN, M. Jean-Louis DAVID, M. Grégoire DE FOURNAS, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, Mme Isabelle DEXPERT, Mme Valérie DROUHOUT, Mme Valérie DUCOUT, Mme Fabienne DUMAS, M. Jean-Jacques EROLES, Mme Anne-Laure FABRE-NADLER, Mme Marie-Jeanne FARCY, M. Bernard FATH, M. Dominique FEDIEU, M. Jean GALAND, M. Hervé GILLE, M. Jean-Luc GLEYZE, Mme Pascale GOT, Mme Denise GRESLARD NEDELEC, Mme Carole GUERE, Mme Christelle GUIONIE, Mme Isabelle HARDY, Mme Martine JARDINE, Mme Michelle LACOSTE, Mme Nathalie LACUEY, M. Hubert LAPORTE, Mme Marie LARRUE, M. Xavier LORIAUD, M. Pierre LOTHAIRE, M. Jacques MANGON, M. Alain MAROIS, Mme Corinne MARTINEZ, Mme Yvette MAUPILE, Mme Edith MONCOUCUT, Mme Célia MONSEIGNE, M. Guy MORENO, M. Jean-Guy PERRIERE, Mme Sophie PIQUEMAL, Mme Liliane POIVERT, Monsieur Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Jacques RAYNAUD, M. Alain RENARD, M. Jacques RESPAUD, M. Matthieu ROUYEYRE, Mme Cécile SAINT-MARC, M. Sébastien SAINT-PASTEUR, M. Stéphane SAUBUSSE, M. Jean TOUZEAU, Mme Carole VEILLARD, Mme Agnès VERSEPUY

Excusés : Mme Corinne GUILLEMOT

Affaire délibérée : Agenda 2030, Amplifier la contribution girondine aux ODD pour le bien-être de toutes et de tous.

Stratégie de gouvernance de l'innovation sociale, écologique et participative et stratégie opérationnelle de coresponsabilité alimentaire.

CDR : MA 21
Vice-présidence : Valorisation du Patrimoine environnemental et touristique
Commission : N°03 - Agenda 21 et Développement Durable
N°chrono : 12

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Réunion du 17 décembre 2018

Agenda 2030, Amplifier la contribution girondine aux ODD pour le bien-être de toutes et de tous. Stratégie de gouvernance de l'innovation sociale, écologique et participative et stratégie opérationnelle de coresponsabilité alimentaire.

Mesdames, Messieurs,

Depuis le Sommet de la Terre de 1992 l'Agenda 21 mondial donne les grandes orientations pour un développement durable pour le 21^e siècle. Le Département de la Gironde a lancé son Agenda 21 local en 2004. En prise avec les urgences écologiques et sociales partout réaffirmées, les objectifs internationaux de développement durable (ODD) adoptés en 2015 marquent une accélération et une rupture avec tous les engagements internationaux pris auparavant. En effet, ils sont associés à des cibles chiffrées à atteindre collectivement d'ici 2030. On parle de l'Agenda 2030. Pour marquer cette prise de conscience et placer son engagement et ses actions dans une dynamique d'impact en contribution des ODD, l'Acte 4 de l'Agenda 21 de la Gironde devient Agenda 2030.

Se guider à l'aune de ces 17 objectifs interdépendants et viser ces 169 cibles communes nécessite une coopération inédite entre tous les êtres humains sur tous les continents. Qui dit coopération inédite, dit nouveaux modèles de gouvernance, à tous les niveaux et sur tous les sujets. Il est nécessaire désormais de consolider nos capacités à penser, à décider et à agir ensemble dans ce monde-là, en comprenant ce qui a changé, en développant des outils adaptés et des espaces inclusifs de débat et de fabrication de solutions pertinentes, justes et à la hauteur de tous les enjeux interconnectés. C'est le sens de la stratégie girondine de gouvernance de l'innovation sociale, écologique et participative proposée dans la première partie de ce rapport.

Cette nouvelle manière de concevoir et de faire doit s'incarner sur des sujets tangibles, d'intérêt quotidien pour nos concitoyens et transverses aux politiques publiques sectorielles comme aux frontières administratives. C'est le sens de la stratégie girondine de coresponsabilité alimentaire proposée en seconde partie de ce rapport.

Partie 1. Stratégie départementale de gouvernance de l'innovation sociale, écologique et participative

D'octobre 2017 à avril 2018, le Département a mis au travail un « panel experts » réunissant une soixantaine d'experts nationaux et locaux des grandes transitions (sociales, écologiques, énergétiques, numériques, territoriales, éducatives, économiques, démocratiques...) pour explorer les déterminants communs de la conduite des transitions. Ce panel a mené une exploration de ce qui permettrait le passage d'une gouvernance dite « mécanique », cloisonnée et verticale, à une gouvernance dite « symbiotique », écosystémique, ouverte et interconnectée, pour ménager les conditions de l'innovation sociale, écologique et participative en Gironde (cf schéma en annexe).

Les éléments de ce travail exploratoire ont été partagés en interne ainsi que lors de la première cousinade inter-réseaux « la Gironde s'invente » en mai 2018. Ces partages permettent de dégager les axes majeurs d'une stratégie girondine de gouvernance de l'innovation sociale, écologique et participative.

La boussole de cette stratégie est les 17 ODD. Une étude sera lancée début 2019 afin de dresser un état zéro du territoire sur chaque objectif et chaque cible et d'identifier les pistes d'une stratégie de contribution à fort impact.

Il est important de poser clairement une éthique de l'innovation avant de décliner une stratégie, car si l'innovation est « à la mode », les acceptions peuvent relever de systèmes de valeurs opposés. Les mots clés pour une stratégie départementale de gouvernance de l'innovation identifiés dans les travaux exploratoires sont : Humanité, Curiosité, Réciprocité, Apprentissage, Confiance. Cinq principes ont été formulés : Nécessité d'agir en coresponsabilités dans un cadre expérimental ; Capter les signaux faibles, produire et partager une information qualifiée ; Garantir une égalité d'expression et de considération (avec tous) ; Assurer le processus d'apprentissage par l'action dans le temps (essai-erreur) ; Réconcilier la vision et le chemin. Enfin, trois conditions ont été posées : La participation de tous ; Une organisation plus libre ; L'accompagnement du réagencement de la posture de tous les acteurs.

Trois axes guident cette stratégie qui doit rester vivante, s'alimenter et nourrir tous les projets du Département et des acteurs du territoire girondin.

1. Gouvernance interne

En 2017, la dernière évaluation de suivi de la responsabilité sociétale de notre organisation (AFAQ 26000 Collectivités) avait souligné les améliorations importantes de la gouvernance des politiques départementales : une gouvernance plus ouverte aux parties prenantes et plus participative avec les habitants et les usagers de nos services publics. Ces pratiques se sont encore amplifiées et amènent à multiplier les formations en interne et l'évolution des pratiques professionnelles. Il reste à affiner les outils d'intégration de la boussole des ODD dans ces pratiques. La dimension interne est primordiale pour garantir les conditions et la consolidation des innovations sociales écologiques et participatives en Gironde.

En partenariat avec les organisations membres du laboratoire interinstitutionnel d'innovation publique, LaBase, la mission modernisation innovation et prospective et la direction des ressources humaines, un chantier est ouvert pour des plans de formation de qualité partagés et de nouvelles modalités d'accompagnement et de facilitation pour les agents comme les encadrants (innovation managériale, mobilité, territorialisation...).

Une communauté apprenante s'est constituée au sein de l'institution. Elle teste des formats de conception, de facilitation et d'action nouveaux à LaBase et produit une boîte à outils et des retours d'expériences partageables par toute l'institution.

2. Innovation territoriale et résilience

Etre à l'écoute et au service des innovations sociales et écologiques portées par les acteurs locaux est primordial. Une promotion d'étudiants du Master Innovation territoriale et expérimentation de l'université Montaigne travaillera jusqu'en février sur la captation des « signaux faibles » annonçant les transformations sociales et écologiques en Gironde. Deux jeunes en service civique seront « butineurs-pollinisateurs » des innovations girondines afin de les recenser et de les faire connaître, notamment en alimentant la cartographie interactive « la Gironde s'invente » déjà forte de 800 actions témoins grâce aux onze éditions des Trophées Agenda 21 qui seront reconduits. La cousinade inter-réseaux « la Gironde s'invente » se réunira deux fois par an pour amplifier les actions de tous les réseaux formels et informels engagés dans les transitions et la résilience territoriales.

Le bilan des 9 premiers labo'mobiles a été partagé en interne. La méthodologie sera transférée aux collègues implantés sur les territoires pour un élargissement de l'accès à ce dispositif innovant. Parallèlement, un travail d'approfondissement sera conduit dans le cadre d'un partenariat de recherche et développement pour pouvoir explorer des innovations radicales avec les territoires volontaires en Gironde. Ce dernier pourrait s'inscrire en partie dans le cadre d'un Laboratoire Commun (Labcom) en cours de montage entre ELLYX

et la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université de Poitiers. Il contribuera au projet « Solutions solidaires ».

3. Inclusion

Des comités avec les usagers ont été mis en place pour les politiques de l'insertion et de l'autonomie (personnes âgées et personnes handicapées). Ateliers citoyens, focus groupes, parcours usagers, panels citoyens sont autant de modalités qui permettent d'associer les usagers à l'amélioration des politiques qui les concernent et aux conditions optimales d'accès au droit pour toutes et tous (simplification des écrits administratifs, simplification des procédures et des démarches, révision des supports d'information et de communication). Les méthodologies éprouvées sont en cours de transfert à l'ensemble des services concernés et une version consolidée du schéma de gouvernance participative des politiques départementales adopté au BP 2015 sera proposée début 2019.

Depuis un an, LaBase permet également de prototyper des démarches de *design* de service qui mettent les usages et les usagers au cœur des solutions. Pour illustration, la maison départementale de l'habitat est en cours d'incubation selon ces process.

Un des dispositifs les plus aboutis en matière de participation citoyenne et d'inclusion est le budget participatif citoyen. En 2018, une note stratégique a permis de faire le bilan des meilleures pratiques en la matière au niveau national et international. Cette étude dégage, au vu des expériences analysées, des recommandations pour un éventuel déploiement d'un budget participatif citoyen en Gironde. Une des recommandations est de tester le déploiement sur un secteur d'activité dans un premier temps. Des propositions opérationnelles seront co-construites et mises en débat en 2019.

Partie 2. Stratégie girondine de coresponsabilité alimentaire

Suite à une vaste enquête sur les critères de bien-être et de mal-être des Girondins, la question alimentaire dans toutes ses dimensions s'est affirmée comme défi prioritaire de l'Acte 3 de l'Agenda 21 adopté il y a 4 ans. Le Conseil départemental a été une des premières collectivités territoriales à faire de l'alimentation un enjeu politique et une question transversale en abordant la question alimentaire dans son aspect le plus large : de la graine jusqu'au déchet alimentaire. Nous savons aujourd'hui comme cet enjeu reste prégnant dans la vie de nos concitoyens.

En Gironde, il s'est agi, dans un premier temps, d'appréhender la complexité du sujet, la chaîne des interactions et la cartographie multisectorielle des acteurs concernés. Durant ces quatre années, un travail d'appropriation interne et d'intégration a permis d'enraciner le partage de l'enjeu alimentaire. Des questions foncières à l'aménagement du territoire, de la préservation de la biodiversité au développement agricole, des circuits courts aux épiceries sociales et solidaires, de la santé aux actions collectives, de l'aide alimentaire à la restauration collective, des jardins partagés aux projets éducatifs : c'est l'ensemble de l'institution départementale qui s'est mobilisée. Ce sont également de nombreux acteurs locaux qui ont contribué au foisonnement d'actions et d'expérimentations territoriales. Autant d'initiatives qui permettent aujourd'hui de mesurer qu'au-delà de l'enjeu écologique et de santé publique, les répercussions des projets alimentaires sont également positives sur l'économie locale et la préservation du lien social.

Ce constat nous invite à coordonner ces démarches afin de passer à l'échelle, du micro au macro, en consolidant les porteurs de projets dans le respect de l'équité territoriale ; être à la hauteur de l'ambition fixée : offrir à toutes les Girondines et tous les Girondins, le choix d'une alimentation saine, locale et durable.

Comme chef de file des solidarités humaines et territoriales et comme acteur pionnier du développement durable, le Département a un rôle fondamental pour la transformation vers un système alimentaire à la hauteur des enjeux. Cette responsabilité se joue au cœur d'un écosystème vertueux de tous les acteurs de l'alimentation et suppose d'en organiser la gouvernance en interne comme sur le territoire.

Cette stratégie départementale à fort impact fera l'objet en 2019 d'une mobilisation de l'ensemble de l'institution départementale. A la fois paradoxalement victime et cause des principales dégradations des écosystèmes et du changement climatique, la production alimentaire peut aussi apparaître comme une solution de transitions relativement accessible car les transformations à mener sont connues et relèvent

du bon sens : protéger les sols, l'eau, les milieux et le vivant, interdire l'artificialisation des sols à potentiels alimentaires, soutenir exclusivement les pratiques agricoles respectueuses des êtres vivants et de l'environnement et accompagner les installations et les agriculteurs dans ces transitions, changer les comportements alimentaires (menus individuels et restauration collective, moins carnés et plus sains) et accompagnement des pratiques d'autoproduction respectueuse (cuisine, jardins partagés...), développer les circuits courts sains, durables et accessibles à toutes et tous et privilégier l'économie circulaire...

Cette approche transverse sera traduite en chantiers collectifs autour de 3 grands axes (v. schéma en annexe) :

- **L'exemplarité interne**, la commande publique responsable est un levier majeur. Elle engage la collectivité dans la traduction de ses engagements, elle est un levier pour le tissu économique et elle témoigne de la sincérité de l'institution. L'exemplarité interne en matière de capacité alimentaire saine et durable devra s'inscrire lisiblement dans les prochains marchés de denrées alimentaires (le renouvellement du marché traiteur pour 2019 ayant déjà intégré les critères de qualité et de provenance), les événements organisés et soutenus par l'institution, les aides départementales, la restauration collective et plus spécifiquement dans les collèges déjà bien mobilisés. Elle devra également se traduire par la préservation d'espaces de production alimentaires dans la gestion patrimoniale du Département.

Un programme d'action co-construit avec les élu.e.s et services concernés (budget, commande publique, communication, accueil, agriculture) sera proposé au premier semestre 2019.

- **L'innovation territoriale**. La traduction de la stratégie alimentaire dans les démarches territoriales structurantes pour le système alimentaire telles que l'InterScot, l'observatoire du foncier, la protection des espaces naturels sensibles, les pactes territoriaux, le soutien aux acteurs et aux filières alimentaires responsables, ou encore le soutien aux territoires est un levier déterminant pour permettre au Département de faire sa part pleine et entière tout en incitant et permettant aux acteurs locaux, publics comme privés, de faire la leur. Il s'agira de promouvoir des démarches globales et territoriales de capacité alimentaire afin de faire émerger des systèmes alimentaires territoriaux vertueux et de fédérer les porteurs de projet afin notamment d'amplifier les capacités de production alimentaire locale saine et durable. En complémentarité avec le livret des politiques départementales contribuant à la capacité alimentaire réalisé en 2018, une boîte à outils multi-acteurs et un cadre de facilitation pour les démarches des porteurs de projet sera élaboré en 2019.

En étroite partenariat avec les politiques de coopération territoriale et la politique collège, une doctorante en thèse en convention CIFRE (convention industrielle de formation par la recherche) sera accueillie pour une durée de 3 ans pour enrichir et outiller des projets alimentaires territoriaux à fort impact en Gironde.

Concomitamment, la dynamique de « cousinade » inter-réseaux installée en 2018 continuera de nourrir les initiatives des citoyens et acteurs locaux d'actions emblématiques à court terme pour amplifier la capacité alimentaire en Gironde.

- **Les Girondins acteurs de leur alimentation saine et responsable** : pour le Département, chef de file en matière de cohésion sociale, la capacité alimentaire, c'est avant tout s'assurer de l'accès à l'eau potable et aux denrées alimentaires de base et l'accompagnement individuel et collectif du pouvoir d'agir des ménages sur leurs pratiques alimentaires. Une focale sur l'autoproduction et les jardins alimentaires partagés permettra de catalyser de nombreux enjeux : l'accès à des fruits et légumes sains et produits localement, la reconquête d'espaces naturels ou d'espaces urbains en espaces alimentaires, la responsabilisation de chacun face à sa propre alimentation, la transmission des savoir-faire, la création de liens sociaux, l'émergence de dynamiques citoyennes... Autant de leviers vertueux qui participent de l'accélération d'une dynamique coresponsable vers une alimentation saine et durable pour tous.

En étroite partenariat avec les politiques de l'insertion et du développement social, le renforcement du réseau départemental des jardins alimentaires partagés correspond à une forte demande des publics de l'action sociale comme de l'ensemble des habitants et des acteurs locaux contribuant aux chantiers alimentaires des pactes territoriaux.

La gouvernance interne ouverte sera coordonnée par délégation à Dominique FEDIEU avec l'ensemble des Vice-présidences concernées. Une rencontre stratégique trimestrielle permettra en 2019 de dégager et suivre les priorités et leurs impacts à court, moyen et long terme.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le programme P196002 353 000€ en fonctionnement auxquels il convient d'ajouter les crédits gérés par la Direction de la Qualité de Gestion et sur le programme P1960006 15 000 € en AP et CP.

Les crédits nécessaires seront imputés sur les lignes suivantes :

Politique Libellé	Secteur Libellé	Programme Code	Programme Descriptif	Nature (Dép-Rec)	Montant AP/AE en €	Montant CP en €
6: Performance de collectivité	67: Qualité de la gestion	P196	QUALITE, PARTICIPATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE	D	15 000,00	368 000,00

En conséquence, la présente délibération consiste à :

- approuver les orientations de l'Agenda 2030 et une stratégie girondine de gouvernance de l'innovation en 2019
- approuver les orientations de la stratégie girondine de coresponsabilité alimentaire
- adopter les crédits inscrits au projet de budget primitif qui s'élèveront globalement en dépenses à 368 000 € en crédits de paiement et 15 000 € en autorisation de programme.

Je vous saurais gré de bien vouloir en délibérer.

DECISION

Les propositions de Monsieur le Président du Conseil départemental sont adoptées.

Fait et délibéré en l'Hôtel du Département à Bordeaux, le 17 décembre 2018.

Le Président du Conseil départemental,

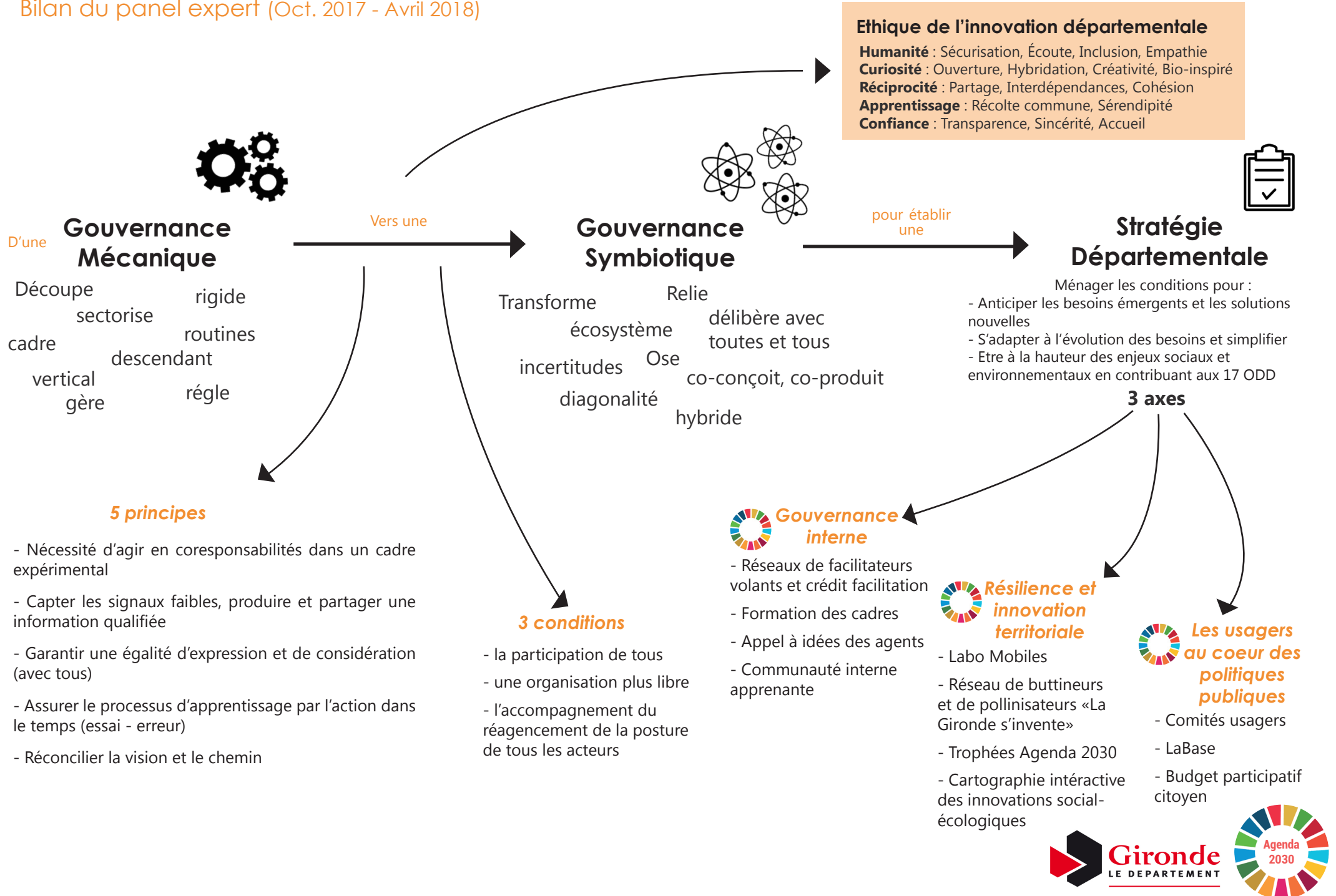


Jean-Luc GLEYZE
Conseiller départemental du
canton Sud-Gironde

Agenda 2030 - Amplifier la contribution girondine aux ODD pour le bien-être de toutes et tous

Vers une Stratégie départementale de la gouvernance de l'innovation

Bilan du panel expert (Oct. 2017 - Avril 2018)



Vers une Stratégie départementale de coresponsabilité alimentaire

Proposition CVP 18 .06.18

